



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

BOLIVIE : UNE SITUATION EXPLOSIVE

La CGT est profondément préoccupée par les événements très graves que vit la Bolivie à la suite des élections du 20 octobre 2019 et qui placent le pays au bord de la guerre civile.

Dès le début des années 2000, la Bolivie avait su sortir de l'« Eurolatinisme ». Elle avait enfin placé les indigènes sur la carte de l'Amérique latine et au cœur d'un projet de développement continental, éloigné des exigences du néolibéralisme. Mais c'était sans compter les élites économiques nationales et internationales qui convoitent les réserves de lithium du pays – plus de 90% de la production mondiale – et ne sauraient se satisfaire de leur perte de pouvoir.

Aujourd'hui, c'est une crise politique sans précédent que traverse le pays. Les actes de violence, les menaces, les humiliations, le vandalisme, la barbarie et les assassinats qui se multiplient, sont intolérables.

La destitution du tribunal électoral, la promesse de nouvelles élections organisées en toute transparence n'auront pas suffi : Evo Morales a été contraint à la démission puis à l'exil. Celle qui s'est auto-proclamée présidente par intérim à la suite d'un quasi coup d'état, Jeanine Añez, conteste à l'Assemblée plurinationale de Bolivie la fonction de rétablir l'ordre démocratique et constitutionnel.

Reprenant les revendications de la COB, la CGT se déclare pleinement solidaire des travailleurs et de la population de Bolivie. Elle appelle au retour au calme et à la pacification du pays. Elle appelle la communauté internationale à assurer le respect des droits individuels et collectifs dans cette situation éminemment explosive.

Montreuil, le 18 novembre 2019